

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 16 avril 2018

La « coagulation des colères », maintenant Macron la craint

Tous ensemble le 19 avril

Il y a un mois, le 15 mars, Emmanuel Macron, déclarait ne pas « sentir la colère dans le pays ». Dimanche soir, face à Edwy Plenel et Jean-Jacques Bourdin, il a admis que le « pays est en colère ». Il devenait difficile pour lui de le nier. Pris à partie à Rouen par des infirmières se plaignant du manque de moyens, chahuté à Saint-Denis par des parents d'élèves, traqué même à Berd'huis, dans le Perche, par des opposants à sa politique, oui la colère est bel et bien là. Sans parler de celle qui s'exprime par la grève et les mobilisations, chez les cheminots et les étudiants. Et les sujets de mécontentement ne manquent face à ce président qui pour « remettre la France au travail » encourage la fraude fiscale (pardon, « l'optimisation fiscale ») des super-riches tout en multipliant les attaques contre les travailleurs.

De la colère à la lutte

Ces attaques visent l'ensemble du monde du travail et en conséquence, elles encouragent dans chaque entreprise les patrons à multiplier les coups de force contre les salariés pour leur imposer bas salaires, dégradation des conditions de travail, etc.

Mais, dans plusieurs secteurs, la colère s'est muée en mobilisation. Ainsi des postiers de Gironde et des Hauts-de-Seine, qui à la suite de postiers de Bretagne, résistent au management agressif de leur direction et aux réorganisations incessantes. Ainsi des salariés d'Air France, également en grève pour une hausse des salaires. Ainsi de ceux de Carrefour qui, il y a deux semaines, faisaient une grève remarquée contre les suppressions de postes et la baisse de l'intéressement. Ainsi surtout des cheminots qui poursuivent depuis quelques semaines maintenant leur lutte contre une réforme visant à accélérer la dégradation de leurs conditions de travail. Malgré la campagne du gouvernement pour les faire passer pour des privilégiés, la majorité de la population sait bien qu'ils se battent contre une politique pro-patronale de « rentabilisation » maximum, des transports mais aussi des écoles ou des hôpitaux, qui nous pourrit la vie à tous, en tant que travailleurs ou usagers.

L'heure de la coagulation

Qu'il s'agisse des salaires, des suppressions de postes

ou des réorganisations, le sentiment de ras-le-bol est palpable dans de nombreuses franges de la population. Malgré cette convergence d'intérêts, ces différents mouvements de résistance n'ont pas encore « coagulé » selon l'expression à la mode. C'est pourtant la crainte du gouvernement qui explique sa fébrilité à jouer de la matraque contre toute contestation visible de sa politique. À Notre-Dame-des-Landes, il a dépêché des milliers de gendarmes pour déloger quelque 200 zadistes qui font de l'agriculture alternative sur des parcelles confisquées par l'État pour un aéroport... qui ne se fera pas. Même scénario dans les universités où les CRS tentent d'expulser les étudiants qui les occupent pour s'opposer à une réforme accentuant la sélection à l'université. Macron traite les uns et les autres de « professionnels du désordre » et voudrait les effacer du paysage politique, car il craint surtout que leur exemple soit contagieux. Mais les étudiants ne cèdent pas, les évacuations ne les ont pas démobilisés, leur mouvement s'est étendu. Les cheminots non plus ne lâchent pas et maintiennent leur bras de fer avec Macron.

Ce jeudi 19 avril sera une nouvelle journée de convergence des colères, dans la grève et dans la rue, à l'appel entre autres de la CGT et de Sud. Cette journée peut et doit être une étape de la mobilisation générale nécessaire, travailleurs du public et du privé. Tous ensemble, nous pouvons devenir le vrai cauchemar de Macron, gérant des affaires des riches – au premier rang desquels les grands patrons du CAC 40.

OSS D34 : Poissy nid d'espions

Depuis plusieurs semaines, la direction de Poissy bassine les ouvriers sur la confidentialité au sujet de la D34. Elle fait tout un cinéma, demande de signer des engagements bidons alors que *largus.fr* a déjà publié un article entier avec illustration accessible à tout le monde en début d'année.

PSA voudrait imiter Renault et sa farce au vrai-faux espion de 2011 ? On dit que l'histoire ne se répète pas, ou alors sous forme de farce... mais si elle a déjà commencé sous cette forme à quoi s'attendre ?

PSA Saint-Ouen : mépris et secrets de Polichinelle

Suite à l'annonce en CE qu'un projet de construction d'un nouvel hôpital serait à l'étude sur le site de l'usine de PSA Saint-Ouen, des AG sur les trois équipes ont réuni une cinquantaine de salariés. Nos collègues demandent des comptes et le droit d'être informés de leur avenir autrement que par un article de journal qui circule.

On retrouve sous Tavares, les mêmes façons de faire que sous Varin lors de la fermeture de l'usine d'Aulnay.

Mensonge et dissimulation même devant l'évidence d'une fermeture préparée de longue date.

Tavares ramasse les grosses miettes

Tavares va donc toucher 1 million d'euros pour son plan de suppression d'emplois à Vauxhall. Une prime à la casse de l'emploi à ajouter à son salaire de 18 050 € par jour. Depuis son arrivée en 2014 il a plus que doublé son salaire quotidien (initialement à 8 850 € / jour). On aimerait pouvoir en dire autant.

Mais ce ne sont que les cacahuètes lancées à un larbin de la bourgeoisie. La famille Peugeot devrait de son côté toucher plus de 60 millions d'euros de dividendes sans jamais avoir lever le petit doigt. Dans le système capitaliste l'argent coule à flot mais pas pour ceux qui produisent les richesses.

Un fauteuil pour deux

Un rapprochement avec Renault « *poserait des problèmes sociaux incroyables* », a affirmé Tavarès, répondant à la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale.

Bonjour l'hypocrisie. Comme si l'idée de jeter des milliers de salariés à la rue avait déjà freiné Tavarès et ses congénères. Il suffit de penser aux usines d'Aulnay, Vauxhall ou encore celle de Saint-Ouen dont la fermeture est programmée depuis des lustres.

Effectivement les synergies existantes seraient dévastatrices peut-être même pour l'un des Carlos. Il pensait sans doute à son poste en parlant.

Tavares se fâche tout rouge !

Tavares est tout colère car il n'arrive pas à imposer le gel des salaires en Allemagne où le syndicat IG metall a obtenu 4,3 % d'augmentations dans la branche de la métallurgie. Sur les autres sites d'Opel en Espagne, Royaume-Uni et en Europe de l'est, PSA a réussi à imposer sa politique habituelle du chantage en gelant les salaires ou modifiant les horaires. Du coup, en guise de représailles, Tavares a mis en suspension le projet d'investissement à Eisenach où le futur véhicule électrique devait être assemblé. Quand nos patrons

vantent le dialogue à l'allemande, c'est surtout pour trouver des partenaires complaisants pour avaliser leurs attaques. Les travailleurs allemands ont bien raison de ne pas vouloir servir de variable d'ajustement.

Tout va très bien, Madame la ministre

La ministre de la santé l'a confié au journal *Libération* la semaine dernière : d'après elle, à l'hôpital, tout va bien. La pauvre « en a assez du discours catastrophiste sur l'hôpital ». Pourtant, l'Envoyé spécial de jeudi dernier, dépeint un tout autre tableau : 120 000 patients ayant dormi sur des brancards faute de lits et de personnel pour les soigner depuis janvier (d'après le syndicat Samu-Urgences de France), déjà 9 suicides infirmiers, des soignants contraints de choisir entre plusieurs urgences vitales à cause du sous-effectif, des personnels broyés par la surcharge de travail... tout ça, c'est rien pour la ministre ?

Rien de choquant pour ceux, au gouvernement, qui orchestrent cette casse de l'hôpital... et de ceux qui le font tourner. Une vérité que des aides-soignantes du CHU de Rouen ont bien rappelé à Macron lors de sa visite en refusant de lui serrer la main : « Il faut des moyens pour la santé ! ».

La dette de la SNCF

Macron a annoncé que l'État pourrait reprendre tout ou partie de la dette de la SNCF. À l'écouter, ce serait un cadeau fait aux cheminots, ou au moins une contrepartie à la fin du statut.

Mais la dette de la SNCF, n'est due ni aux cheminots ni au statut. C'est d'abord le résultat d'une politique d'endettement décidée par les gouvernements successifs pour la construction des lignes TGV, au grand profit des entreprises du BTP.

Si aujourd'hui le gouvernement s'apprête à reprendre une partie de la dette, c'est pour faire de la SNCF une affaire plus rentable, qui dégage plus des bénéfiques. Cela n'a rien à voir ni avec le service public ni avec les revendications des cheminots.

Macron réinvente la corvée

Sous prétexte de financer les maisons de retraite qui souffrent du manque de moyens, Macron ressort l'idée de supprimer un jour férié pour en faire un jour de travail non payé, déjà appliquée par Raffarin pour le lundi de Pentecôte. Toutes les idées seraient bonnes à prendre pour ne pas faire payer les plus riches ? Gare au retour de bâton !

En Gironde, les postiers s'organisent

Cela fait déjà cinq semaines que les salariés des bureaux de Poste de Gironde sont en grève illimitée contre la réorganisation souhaitée par la direction qui se traduirait, entre autre, par la division par deux du nombre de facteurs et la dégradation des conditions de travail pour celles et ceux qui resteraient en poste.

Comme à chaque fois, la direction de la Poste a voulu faire en sorte que les négociations aient lieu bureau par bureau pour diviser le mouvement, mais c'était sans compter la volonté des grévistes de rester unis. Ils ont également pu compter à plusieurs reprises sur la solidarité de cheminots et d'étudiants ce qui a renforcé leur détermination.